



# solidaires

ÎLE DE FRANCE

Journal de l'Union régionale des syndicats CFDT d'Île-de-France • n° 535 • Juin 2022



## ROISSY-CDG : L'EMPLOI À L'HEURE DE LA REPRISE

CAMPAGNE FONCTIONS PUBLIQUES  
ENTRETIEN AVEC FRÉDÉRIC SÈVE

# NOUS SOMMES UN LIEN ENTRE 3 MILLIONS D'ADHÉRENTS.



Plus que jamais, nos équipes continuent de  
se mobiliser pour vous, afin de tisser un  
lien toujours plus solide.

[aesio.fr](https://aesio.fr)



Santé • Prévoyance • Épargne • Retraite • Auto • Habitation

AÉSIO mutuelle, mutuelle soumise aux dispositions du livre II du code de la mutualité, immatriculée sous le n° 775 627 391 dont le siège social est 4 rue du Général Foy 75008 PARIS. Crédit photo Alexis Raimbault. Document non contractuel à caractère publicitaire. 21-005-015

 **AÉSIO  
MUTUELLE**

DÉCIDONS ENSEMBLE DE VIVRE MIEUX

# Aux côtés des travailleurs



Depuis de nombreux mois, les équipes CFDT sont mobilisées sur les questions liées aux rémunérations et au partage des richesses. Les dépenses incompressibles, logement et transport en tête, particulièrement onéreux en Île-de-France, grèvent les budgets. L'inflation pèse sur le pouvoir d'achat de nombreux Franciliens. Dans beaucoup de secteurs, du public comme du privé, les employeurs tardent pourtant à engager des négociations permettant d'aboutir à des avancées significatives pour les travailleurs.

Agir pour le pouvoir d'achat, c'est aussi accompagner les travailleurs dans leur évolution professionnelle de manière à ce qu'elles et ils ne restent pas bloqués aux plus bas niveaux des grilles de salaires. Cela passe par un investissement dans la formation et les compétences.

Ce numéro de *Solidaires* apporte un éclairage sur un bassin d'emploi de notre région particulièrement frappé par la crise sanitaire : la zone aéroportuaire de Roissy. De nombreux postes y ont été supprimés. Au moment de la reprise de l'activité, la pénurie d'emploi se fait ressentir partout et pèse sur les conditions de travail et de vie des salariés. Les enjeux pour l'avenir y sont importants : rendre les emplois plus attractifs ; reconnaître l'utilité sociale de celles et ceux qui les occupent, notamment dans les secteurs de la sécurité, la propreté, la restauration, la maintenance... Il s'agit aussi d'accompagner dans leur trajectoire les travailleurs dont les métiers vont évoluer. Les dispositifs de transitions collectives ou encore le conseil en évolution professionnelle, défendus par la CFDT, peuvent être utiles.

Pour la CFDT Île-de-France, l'avenir de Roissy passe également par une autre façon d'aménager le territoire qui prenne en compte la transition écologique. Dans le mandat qui s'ouvre à la suite du 50<sup>e</sup> congrès confédéral, les équipes de la CFDT auront à relever de nombreux défis, notamment pour la défense du pouvoir d'achat, les parcours professionnels et l'amélioration des conditions de travail et de vie. Nous devons aussi revendiquer des droits nouveaux pour les travailleurs, et agir pour une transition juste. À l'interne, il nous faudra faire vivre la proximité avec les salariés dans les entreprises et administrations, développer l'adhésion et des pratiques innovantes ou encore imaginer de nouvelles formes d'engagement.

Alors souhaitons-nous bon travail à toutes et à tous !

Diego MELCHIOR  
Secrétaire général

## Sommaire

**Actualités** 4 & 5

**Temps fort** 6 & 7  
Ville orange à Cergy

**Territoire** 8  
Pleins feux sur  
Saint-Denis/Stade de France

**Grand angle** 9 à 12  
La zone aéroportuaire  
de Roissy après le Covid

**Interview** 13  
Frédéric Sève  
secrétaire national

**Pratiques** 14 & 15  
Les salons professionnels :  
au plus près des élus

**Enjeux** 16 & 17  
Orientation :  
nouveaux enjeux en IDF

**Portrait** 18  
Étienne Colas



Une :  
Roissy-CDG - Terminal 2  
CFDT Île-de-France



[ile-de-france.cfdt.fr](http://ile-de-france.cfdt.fr)



Bimestriel – Prix au numéro : 1,50 € – Abonnement annuel : 10 € – Rédaction-Diffusion : 78 rue de Crimée 75019 PARIS

Tél : 01 42 03 89 00 - E-mail : [com@iledefrance.cfdt.fr](mailto:com@iledefrance.cfdt.fr) – Directeur de la publication : Diego Melchior

Rédactrice en chef : Judith Boumendil - Comité de rédaction : Philippe Antoine, Jean-Yves Belaty, Nadia Bosc, Judith Boumendil, Marion Dauchot, Alice Heras, Diego Melchior, Hassan Mohamed, Jean-Jacques Perot - Photos : Philippe Antoine, Sylvaine Azzouni, Judith Boumendil, Yann Frioux, DR - Maquettiste-Graphiste : Sylvaine Azzouni - Imprimerie : Wagram Éditions -

37 avenue Gabriel Péri - BP 2008 - 95871 Bezons cedex - N° CPPAP : 0524 S 06868 - ISSN : 099 362 763 - Dépôt légal : juin 2022



1<sup>ER</sup> MAI

## Journée conviviale pour une transition écologique juste

Ouvert à toutes et à tous, adhérents ou non, le 1<sup>er</sup> Mai francilien de la CFDT a eu lieu dans le 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris, au Hasard ludique, lieu culturel hybride implanté sur le site d'une gare désaffectée de la petite ceinture, qui fait la part belle à la végétalisation, à l'éco-mobilier et à la consommation responsable.

Au-delà du jeu de mots, ce n'est pas un hasard si la CFDT a choisi cet emplacement tant le sujet devient un axe d'action essentiel. « *Le social et l'écologique sont liés, ce ne sont pas deux dossiers séparés. Nous devons anticiper la transformation pour que les travailleurs de certaines filières ne payent pas le double coût, insister notamment sur les dispositifs de transition professionnelle* », expliquait Laurent Berger lors de son échange avec Anne Bringault, du Réseau action climat, un des partenaires du Pacte du pouvoir de vivre.

Plus de 350 personnes, militants, adhérents et sympathisants, ont ainsi pu assister aux tables rondes programmées sur la question de la transition écologique et socialement juste et participer en solo, en famille ou avec des amis, à des ateliers et animations autour des écogestes, de la biodiversité ou du changement climatique.



Les ateliers et les animations à l'air libre étaient ouverts à tous

## TRANSPORTS

## Ouverture à la concurrence

En application de la loi pour un nouveau pacte ferroviaire, Île-de-France Mobilités pourra ouvrir à la concurrence 8 lignes SNCF exploitées par SNCF Transilien à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023. Pour le RER, les délais varient selon les lignes : RER E à partir de 2025, RER C et D entre 2033 et 2039 et RER A et B au 1<sup>er</sup> janvier 2040. Pour le métro, l'ouverture à la concurrence aura lieu en 2039.

Olivier Clément, secrétaire régional, et Fabian Tosolini, chargé de mission et président du comité des partenaires des transports publics d'Île-de-France Mobilités, ont été auditionnés le 15 mars par la commission transport du Conseil économique, social et environnemental d'Île-de-France qui prépare un rapport d'autoévaluation intitulé : « *L'ouverture à la concurrence des opérateurs de mobilité ferroviaire en Île-de-France : une opportunité pour repenser et améliorer la qualité du service ?* »

Sans pratiquer une opposition systématique au projet de mise en concurrence du ferroviaire – qui est, de toute façon, imposé par la directive européenne dont la loi est la transposition – la CFDT Île-de-France a plusieurs exigences pour améliorer la qualité du service rendu aux usagers : plus de fluidité des transports (et donc un renforcement des trains interbanlieue), développement de l'intermodalité dans les bassins d'emploi les plus étendus...

La CFDT continuera aussi de porter la construction d'une charte d'engagement social entre Île-de-France Mobilités, les opérateurs et les organisations syndicales, pour préserver des critères sociaux dans les appels d'offres et développer une véritable stratégie RSE. C'est ce qu'elle a d'ailleurs obtenu dernièrement dans le cadre de l'ouverture à la concurrence du réseau Optile (bus desservant essentiellement les moyenne et grande couronnes).

## ZOOM

## ÉLECTIONS DES VTC ET LIVREURS

Union-Indépendants représentative !

Du 9 au 16 mai, 123560 indépendants – livreurs à vélo et VTC – étaient appelés à voter pour leurs représentants. Avec 16,81% des voix exprimées – 11,51% chez les VTC et 22,32% chez les livreurs – Union-Indépendants, dont la CFDT est membre fondateur, est la 2<sup>e</sup> organisation représentative sur l'ensemble du secteur.

Certes, le taux de participation global est décevant (2,87%), et on a pu constater des difficultés dans une organisation bien trop complexe (mails spammés, codes et numéros de téléphone erronés...) qui ont généré une grande frustration chez les électeurs n'ayant pas pu faire entendre leur voix.

Cette élection est toutefois un premier pas important pour garantir la représentation de ces indépendants.

Le résultat obtenu est le fruit de l'engagement des collectifs d'indépendants livreurs et VTC.

C'est aussi la preuve que les revendications portées par Union-indépendants sont partagées.

Fabian Tosolini, délégué national Union-indépendants, dresse les perspectives pour la suite : « *L'enjeu majeur des deux années de mandat à venir, va être de montrer que le dialogue social est utile pour améliorer la rentabilité des métiers, les conditions de travail et la protection des VTC et livreurs. Mais il s'agira aussi de faire reconnaître le professionnalisme et l'importance économique de ces secteurs, très sollicités durant la crise sanitaire mais totalement oubliés depuis.* »

**Tous les résultats sur [ile-de-france.cfdt.fr](http://ile-de-france.cfdt.fr)**



© Simone PEROLARI

**22,32% des livreurs à vélo ont voté Union-Indépendants**

## ◇◇◇◇◇ PROTECTION SOCIALE ◇◇◇◇◇

### Renouvellement des conseils d'administration

Les organismes de protection sociale franciliens des branches famille et santé (CAF, Cramif, CPAM, Ugecam) et l'Urssaf, organisme de recouvrement, viennent de renouveler leurs conseils d'administration paritaire pour la mandature 2022-2026.

La CFDT maintient l'ensemble des responsabilités qu'elle a accepté de prendre au service des assurés sociaux. En particulier, la CFDT présidera les CAF des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et des Yvelines, mais aussi la CPAM de Paris.

Pour la CFDT, être conseiller dans les organismes de protection sociale est un engagement fort au regard des missions confiées.

En effet, les 78 militantes et militants CFDT engagés dans les caisses de protection sociale devront se montrer attentifs au versement des prestations, agiront pour le renforcement du maillage territorial, l'accès aux droits, aux soins, œuvreront pour la lutte contre les précarités.

Bravo à toutes et à tous !

14%

**C'est la part des Franciliennes ayant un revenu équivalent à leur conjoint.**

**En Île-de-France, l'écart de revenus nets moyens entre une femme et un homme d'un même couple est par ailleurs de 32 % en défaveur des femmes.**

*Source : Institut Paris Région, mars 2022*

# Journées Ville orange : en appui des élections dans les fonctions publiques

Le 8 décembre, les agents titulaires et contractuels des fonctions publiques éliront leurs représentants. L'enjeu est de taille pour la CFDT, qui a lancé une campagne de mobilisation en vue de cette échéance à travers l'organisation des Journées Ville orange. Ces actions de proximité déployées en Île-de-France permettent d'aller à la rencontre des fonctionnaires et contractuels. La première Journée de l'année s'est tenue le 1<sup>er</sup> avril à Créteil.

Organisée par l'union territoriale du Sud francilien et l'Union régionale, cette Journée Ville orange a mobilisé plus de 80 militantes et militants. Elles et ils ont arpenté, chasubles et tracts à l'appui, les services de la mairie, de l'hôtel des finances, de la préfecture, le centre hospitalier interdépartemental de Créteil, mais aussi les petits commerces... « Nous avons créé 12 groupes de 6 à 8 personnes. Chacun avait un parcours défini pour couvrir l'ensemble des bâtiments publics et quelques entreprises privées car nous avons l'ambition de nous adresser à l'ensemble des salariés. Ces journées demandent une longue préparation, commencée dès le mois de décembre ! » expliquait à l'occasion Vincent Guérin, secrétaire général de l'union territoriale interprofessionnelle du Sud francilien.

## À la rencontre des agents

Très bien accueillis dans les établissements, les militants en provenance de plusieurs syndicats – Finances, Santé sociaux, Interco, Transports et équipement, Communication-conseil et culture, Commerce, notamment – sont allés à la rencontre des agents de la fonction publique. « Il s'agissait de leur faire connaître les enjeux des élections, de nouer des contacts et éventuellement repérer des candidates et des candidats potentiels. Nous avons pris notre temps ! Parfois nous sommes restés discuter plus d'une demi-heure avec ceux qui nous posaient des questions »,



Distribution de tracts au service de la petite enfance de la mairie de Créteil.

note Géraldine Carbonell, secrétaire de section de l'établissement public territorial de Paris Est Marne & Bois (Interco Val-de-Marne).

## Accompagnement des équipes

Parmi les documents distribués par les militants, des tracts spécifiques, conçus par la CFDT Fonctions publiques (UFFA) mais aussi par l'Union régionale. « Nous avons élaboré un tract sur les thématiques interprofessionnelles spécifiques à l'Île-de-France comme le logement, le transport et la santé », explique Michèle Berrada, secrétaire régionale. « Les agents ont été très sensibles à cet argumentaire. La CFDT a des revendications claires dans ces domaines, qui abordent toutes les

questions liées à la qualité de vie au travail », poursuit-elle. C'est le cas de l'intégration du logement dans les politiques RH et sociales des administrations, la négociation des plans de mobilité, la participation des employeurs publics au financement des complémentaires santé,



Une équipe en action

## LES FORUMS SOCIAUX DES SANTÉ SOCIAUX

Organisés par les syndicats Santé sociaux de la région, avec le soutien de l'Union régionale et des unions territoriales, les forums sociaux sont des opérations de visibilité réalisées dans les hôpitaux. Le premier forum social de l'année s'est tenu le 29 mars au centre hospitalier intercommunal (CHI) Robert-Ballanger à Villepinte (93). « *Nous avons organisé notre premier forum en 2017 dans le même établissement. L'objectif est d'être visible. Nous nous plaçons d'ailleurs dans le hall des admissions. Impossible de nous louper !* » explique Gwenaëlle Yvenc, secrétaire générale du syndicat Santé sociaux de Seine-Saint-Denis. Ces journées accueillent un stand d'information de la CFDT et une dizaine de stands de partenaires. « *Ce sont des services complémentaires qui intéressent beaucoup le personnel hospitalier. Nous organisons aussi des animations dont un quiz avec cadeau à la clé !* » Une manière efficace de faire connaître le travail réalisé par la CFDT et d'apporter des réponses à des questions concrètes. « *Nous rappelons par exemple que les résultats obtenus dans le cadre du Ségur, c'est bien à la CFDT qu'on les doit.* » Cette année, les forums s'inscrivent dans la perspective des élections dans les fonctions publiques. « *L'abstention à Robert-Ballanger est de 64%. Nous devons la combattre ! Et pas uniquement avec les forums. Nous organisons des tournées dans les services, nous allons à la rencontre des agents.* »

Trois autres forums ont eu lieu le 10 mai à l'hôpital CH Les Rives de Seine de Neuilly-sur-Seine ; le 12 mai à l'EPS Ville Évrard à Neuilly-sur-Marne, et le 24 mai aux Rives de Seine de Courbevoie. Une centaine de contacts ont été récoltés lors de chacun d'entre eux.



Forum social du 10 mai au CH Les Rives de Seine de Neuilly-sur-Seine

la négociation d'accords d'encadrement du télétravail...

### Juste récompense

Au préalable, la CFDT Fonctions publiques avait coordonné le 25 mars un séminaire dans toutes les fédérations, unions régionales et syndicats concernés, en vue de préparer la campagne de fin d'année. À l'Union régionale, une cinquantaine de participants avaient fait remonter leurs besoins, notamment en matière de formation et de communication. De nombreuses actions dans les mois qui viennent auront lieu pour que la campagne se passe

au mieux et que la CFDT progresse, dont une prochaine Journée Ville orange à Cergy le 27 septembre. Elle connaîtra, on l'espère, le même succès que celle de Créteil, qui a permis « *de belles rencontres. La CFDT, en force, a reçu un très bon accueil des agents dans les administrations* », souligne Michèle Berrada. Pour clôturer l'opération, les militantes et les militants se sont rendus à la maison des syndicats de Créteil et ont partagé un moment de convivialité autour d'une paella géante, bien méritée.

Alice Heras

## En bref

### Guide de l'adhérent retraité

« À la CFDT, j'y suis bien, j'y reste ! » L'union régionale des retraités vient de publier un guide à destination des futurs retraités. Pourquoi rester adhérent à la CFDT ? Quelles actions et quels services la CFDT Retraités propose-t-elle ? Qui contacter sur le territoire ? Conçu avec l'appui de la CFDT Île-de-France, ce document très concis vous fournira toutes les informations utiles.

Informations : [iledefrance@retraites.cfdt.fr](mailto:iledefrance@retraites.cfdt.fr)



### Plan de travail

Le plan de travail de l'Union régionale (2022-2025) est disponible pour les équipes syndicales. Vous y trouverez les principaux projets de la CFDT Île-de-France en lien avec les priorités définies lors du congrès régional.



### Ségur de la santé

Belle initiative de la fédération Santé sociaux qui a créé deux outils pratiques pour tout comprendre sur le Ségur de la santé de juillet 2020 et suivre les négociations en cours dans les secteurs sanitaire, social, et médico-social. Le premier est un simulateur de situation individuelle. Le second est une présentation interactive, ludique et complète pour connaître l'investissement et les résultats obtenus par la CFDT lors du Ségur et par la suite.

[sante-sociaux.cfdt.fr](http://sante-sociaux.cfdt.fr)

### Mobilités

Depuis 2020, la loi d'orientation des mobilités (LOM) oblige les employeurs à intégrer la problématique des transports dans les négociations sur l'égalité professionnelle et la qualité de vie au travail. L'Union régionale met à disposition des équipes syndicales une nouvelle édition du guide pratique des mobilités, pour aborder sereinement la négociation sur ce sujet.

[ile-de-france.cfdt.fr](http://ile-de-france.cfdt.fr)



## Pleins feux sur Saint-Denis/Stade-de-France

Le 7 avril, quelques dizaines de militants se sont retrouvés, dès 7h30 du matin, à la sortie du RER D Stade-de-France - Saint-Denis pour une initiative coordonnée par l'Union régionale et l'union territoriale de l'Est francilien. L'objectif ? Aller à la rencontre des salariés sur une zone d'emploi en plein essor, pour les informer sur les revendications de la CFDT en Île-de-France.

Les militants ont distribué plus de 4000 tracts sur le logement en Île-de-France et ont interpellé les salariés devant un barnum, pour aborder avec eux des thèmes tels le logement, le télétravail, la mobilité ou encore le développement du flex office... Le « Truck » du conseil en orientation professionnelle ainsi que la CFDT Cadres étaient aussi de la partie.

### La Défense à Saint-Denis

Pourquoi Saint-Denis ? La zone de Saint-Denis située à proximité du stade de France, s'est profondément transformée depuis l'inauguration du complexe sportif, en 1998. De nombreuses entreprises, des sièges sociaux, s'y sont installés depuis.

Plus encore, cette zone sera un des futurs carrefours du Grand Paris, comme l'explique Raphaël Breton, secrétaire général de l'union territoriale interprofessionnelle de l'Est francilien, qui regroupe les départements de la Seine-Saint-Denis et de la Seine-et-Marne. « Le Stade recevra, dès 2023, les matchs les plus prestigieux de la Coupe du monde de rugby, puis la discipline reine des JO : l'athlétisme. Elle sera aussi un lieu majeur de connexion pour les transports en commun ». En effet, les prolongements de la ligne 14 jusqu'à Saint-Ouen et Saint-Denis, la ligne 16 qui reliera la gare de Saint-Denis-Pleyel à celle de Noisy-LeGrand, ou encore la ligne 15, qui fera le tour de Paris, vont encore amplifier ce mouvement.

### Créer des synergies

Isabelle Taniou, secrétaire régionale qui coordonnait l'événement, explique la genèse de cette action : « Nous avons de nombreuses équipes sur la



Distribution de tracts sur le logement au pied du RER.

zone. L'Union régionale avait également été sollicitée par les équipes du groupe SNCF dont plusieurs sièges sont installés ici, pour un appui dans le cadre de la préparation de leurs élections de novembre. D'où l'idée d'une opération interprofessionnelle qui vise à construire une dynamique sur ce bassin d'emploi. »

Un autre objectif était de permettre aux équipes de se connaître. Une synergie salubre entre militantes et militants, comme le fait remarquer Éric Chollet, délégué syndical central à la SNCF. « Nous avons pris de nombreux contacts avec les équipes CFDT du site, de chez Generali, Orange, ou encore d'Interco, du ministère des Finances ou de la Sécurité sociale. On s'aperçoit que nous sommes nombreux et nous avons prévu de nous épauler dans nos actions de visibilité. » Des mandatés CFDT sont également venus prêter main-forte.

Un soutien dont les équipes de la SNCF auront bien besoin : « À terme, nous devrions être plus de 11000 salariés sur ce site. » Nouvelle action le 21 juin, avec un coup de projecteur, cette fois, sur le transport et les mobilités et un Afterwork, avec la CFDT Cadres, sur le télétravail et le flex-office.

Judith Boumendil



Tournée dans les étages d'un des sièges de la SNCF.

# ZONE AÉROPORTUAIRE DE ROISSY : TROIS ANS DE SECOUSSES POUR L'EMPLOI



© Simone PEROLARI

Avions cloués au sol, restaurants, hôtels et commerces fermés, RER et trains à l'arrêt, la pandémie de Covid-19 a réduit l'activité de Roissy-Charles-de-Gaulle de 75% en 2020, entraînant des conséquences lourdes pour l'emploi. À l'heure où l'activité reprend, où en sont les travailleurs ? Quelles sont les revendications de la CFTD pour les accompagner au mieux dans la reprise, dans l'un des bassins d'emploi les plus importants de la région ?

Dossier réalisé par et Alice Heras & Judith Boumendil

Inauguré en 1974, l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle est le plus vaste d'Europe, avec ses 32 km<sup>2</sup> de superficie. À cheval sur les départements du Val-d'Oise, de la Seine-Saint-Denis et de la Seine-et-Marne, il recevait, en 2019, 76 millions de passagers et employait directement, dans les différents métiers représentés, plus de 90000 personnes, le propulsant au rang de deuxième aéroport en Europe en termes de trafic. Roissy est aussi la première porte d'entrée vers la France pour de nombreux étrangers. Mais le Covid-19 est arrivé et, avec lui, un arrêt

presque total de l'activité : 22 millions de passagers en 2020, soit -75% par rapport à l'année précédente. L'activité semble reprendre en 2022, plus tôt que les entreprises, prises de court, ne le prévoient. À la fin du premier trimestre, sur certains terminaux, le trafic est déjà à plus de 80% du niveau de 2019. Si le terminal 1 ne rouvrira qu'à la fin de l'année, tous les autres sont aujourd'hui en activité.

## Nettoyer coûte que coûte

Les travailleurs de la zone aéroportuaire n'ont pas tous été logés à la

même enseigne durant la pandémie. Les uns ont dû redoubler d'efforts, tandis que les autres ont été mis au chômage partiel. Certains ont été forcés au télétravail, tandis que d'autres n'ont eu d'autre choix que de se déplacer.

« Pendant la pandémie, nous n'avons jamais cessé de travailler dans les aéroports, les gares, les hôpitaux, explique Hamid Kalloua, responsable des permanences à Roissy pour le syndicat francilien de la propreté. Nous avons ensuite touché des primes de 200 euros en moyenne parce que nous avons été en première ligne. »

## Turbulences aux douanes

Aux douanes, les agents n'ont pas chômé non plus. « Les services des douanes chargés des opérations commerciales sur le fret ont connu une surcharge de travail liée à l'acheminement des dispositifs médicaux tels que les masques FFP2, chirurgicaux, etc. Les brigades des douanes responsables de la surveillance, basées dans les aéroports, ont été fortement impactées en raison de la fermeture des terminaux. Environ 180 agents ont été déplacés vers des brigades en province, notamment dans les Hauts-de-France impactés par le Brexit. Cela a impliqué d'importantes réorganisations personnelles et professionnelles », note Corinne Saint-Martin, secrétaire générale adjointe de la section CFDT des douanes. Aujourd'hui, tous les agents sont retournés à leur poste.

## Réduction des effectifs

Mais la plupart des travailleurs de Roissy CDG se sont retrouvés à la maison, avec ou sans travail. « L'assistance (bagagistes, NDLR) est



© Simone PEROLARI

**Le manque d'effectif en zones d'embarquement et d'escale risque de retarder les départs cet été.**

sous-traitée par Air France à six entreprises différentes. Une seule a mis les employés au chômage partiel, les autres en ont profité pour dégraisser. L'effectif est passé de 1000 personnes en 2020 à 600 aujourd'hui », explique Manuel Araujo, coordinateur CFDT des salariés de l'assistance au sein du syndicat CFDT Groupe Air France. De son côté, Air France Industrie en

a profité pour réorganiser ses services et laisser partir des salariés (lire l'interview de Philippe Pebeyre et Mélody Guiheneuf). La restauration rapide, qui a d'abord été confrontée au confinement puis à la fermeture obligatoire des lieux de restauration pendant la longue période de couvre-feu, a de son côté tenté de préserver l'emploi en mettant les travailleurs au

**Sébastien Guignant, assistant manager chez Epigo, délégué syndical, élu au CSE-CSSCT et secrétaire régional du syndicat CFDT hôtellerie-tourisme et restauration en charge de la restauration rapide à Roissy, explique comment le Covid-19 a changé le quotidien des travailleurs de la restauration.**



« Epigo regroupe de nombreuses enseignes, dont Starbucks, Prêt à manger ou la Brioche dorée, et emploie environ 630 personnes à Roissy-CDG. La société a fait en sorte de préserver les emplois pendant le Covid. Le recours au chômage partiel nous a sauvés ! Mais cela a été une période de grand bouleversement. On réfléchit beaucoup lorsqu'on passe deux ans sans activité ; c'est l'occasion de faire le point, de retrouver des horaires normaux et une vie de famille. Nous avons, en même temps, perdu les avantages salariaux liés à nos horaires décalés, les primes... Certaines personnes en ont profité pour se

former, monter en compétences et trouver des jobs plus stables, quitter le monde de la restauration rapide. Aujourd'hui, nous avons de vraies difficultés pour recruter, d'autant plus que si dans la branche de la restauration traditionnelle, des accords ont été trouvés pour augmenter les salaires, ce n'est pas le cas dans la restauration rapide. Nous n'avons pas vu la couleur de la moindre augmentation ! Cela complique considérablement l'embauche : Epigo est à la recherche de plus de 50 personnes en CDI pour des postes d'employés, d'assistants manager, d'agents de maîtrise et de

responsables d'unité... À la CFDT, majoritaire chez Epigo, nous avons un dialogue social avec l'employeur. Cela n'a pas toujours été le cas mais nous sommes conscients qu'il a tout fait pour ne pas licencier. Et lui, de son côté, informe et communique davantage. Nous voulons, d'un côté comme de l'autre, que des recrutements aient lieu et que les employés restent. Pour le moment, nous compensons le manque d'effectifs par de l'intérim, mais cela risque d'être compliqué avec la croissance du trafic aérien cet été. »

**Philippe Pebeyre, secrétaire de section d'Air France Industrie et Mélody Guiheneuf, élue du centre logistique de Roissy, témoignent de la souffrance au travail des travailleurs de la maintenance.**

« Il y a eu 6000 départs volontaires sur l'ensemble du groupe. Notre centre a été entièrement réorganisé durant la pandémie.

Ceux qui sont restés reviennent aujourd'hui après une longue période d'inactivité ou de chômage partiel, avec un manque de perspective dans l'entreprise. Ils sont affaiblis psychologiquement. La problématique des sous-effectifs est compensée, soi-disant, par la réorganisation, mais les personnes avec le plus d'expérience s'en vont. On recrute des managers sans formation. Les mécaniciens, quant à eux, ont besoin de deux à trois ans de formation ; ils ne seront pas prêts

pour la reprise. L'entreprise aurait dû continuer à former pendant le Covid.

D'autres secteurs, les RH ou la gestion, sont aussi en sous-effectif. Il y a des postes vacants et la direction ne motive pas ceux qui sont là. Tout se dégrade et cela crée beaucoup d'insatisfaction et une vraie souffrance au travail. Il n'y a presque plus de dialogue social, on n'a plus le temps. Le directeur anglo-saxon est surtout intéressé par la valeur de l'action et, dans l'aérien, la seule possibilité de faire des profits est de diminuer la masse salariale. Nous sommes très inquiets pour l'humain. Nous n'avions



jamais vécu une situation pareille. Les travailleurs ont besoin d'accompagnement : ils sont partis en télétravail sans accompagnement ; ils reviennent sans accompagnement. Ils sont fatigués. Et une reconnaissance pécuniaire ne suffira pas à les remotiver sur le moyen terme, il faut leur redonner confiance, leur dire que tout va bien se passer. Pour nous, à la CFDT, l'humain est l'axe principal. Nous n'avons jamais été précaires, maintenant nous le sommes. »

chômage partiel (lire l'interview de Sébastien Guignant).

### Un retour difficile

Le paysage de l'emploi dans la zone aéroportuaire s'est modifié en profondeur depuis. Tous les métiers sont en sous-effectif, ce qui va bientôt poser des problèmes importants

de fonctionnement. D'autant que le manque de travailleurs ne semble pas pouvoir être résorbé sur le moyen terme et qu'il y a des Jeux olympiques en perspective. On peine à recruter à cause de salaires peu attractifs ou de reconversions dans des métiers plus valorisés et/ou avec des horaires non décalés, par exemple. Chez les

bagagistes, « ce sont les personnes avec le plus d'expérience et les salaires les plus élevés qui ont été licenciées. Elles doivent être réembauchées en priorité mais refusent car on leur propose des salaires de débutants. Or il faut être formé à la sûreté, posséder le permis piste... Cela prend du temps ! », poursuit Manuel Araujo.

### TRANSCO À PARIS CDG ALLIANCE

Parmi les acteurs territoriaux partenaires de la CFDT Île-de-France, la plateforme Paris CDG Alliance œuvre pour l'emploi dans le bassin de Roissy-Le Bourget depuis 1998. Cette structure d'animation territoriale s'est emparée du dispositif de transitions collectives TransCo, l'un des leviers d'action pour redynamiser l'emploi dans le bassin. « La zone CDG-Le Bourget a perdu 20 000 emplois en deux ans. On embauche à nouveau, mais à un rythme moins soutenu, et en CDD. Il y a des secteurs qui se portent mieux que d'autres. La question de la transition professionnelle est prégnante ici », explique Sandra Le Goascogne, directrice des opérations.

TransCo est mis en place à l'initiative des entreprises : une entreprise qui décrute et une autre qui recrute se mettent d'accord pour proposer une transition de l'une vers l'autre à des salariés intéressés. Le travailleur conserve son salaire et sa formation pour changer de métier est prise en charge. Ce dispositif pourrait donc être très utile dans la zone aéroportuaire où de nombreux secteurs ont du mal à recruter. Et devrait éviter des plans sociaux dans d'autres en décroissance. Encore faut-il bien comprendre comment TransCo fonctionne et faire en sorte que les employeurs s'en saisissent.

Plaquette de présentation de TransCo : [ile-de-france.cfdt.fr](http://ile-de-france.cfdt.fr)



Jamal Ettouhami, élu CFDT dans une entreprise de propreté sous-traitante d'Air France.

© Simone PEROLARI

## Christophe Dewatine, secrétaire général de la CFDT Groupe Air France, énumère les grands défis à venir pour l'ensemble des salariés Air France et de la sous-traitance.

« Pour Air France, les PNC (personnels navigants commerciaux : hôtesse, stewards et chefs de cabine, NDLR) ont connu en 2021 des réductions d'effectifs via des ruptures conventionnelles collectives. Le personnel au sol a subi, lui, un PSE-PDV qui, pour les salariés de province dont les postes sont supprimés, pourrait se traduire par des licenciements au 1<sup>er</sup> janvier 2023. La compagnie Hop, quant à elle, a vu ses effectifs diminuer de 40%. Ces suppressions de postes sont liées aux contreparties exigées par l'État et l'Europe en échange des prêts pour la transformation du réseau domestique du groupe Air France et la suppression des lignes aériennes de moins de deux heures, avec trajets en train alternatifs. Bientôt, dans le cadre de la renégociation de notre accord GPEC à Air France, la CFDT pèsera

pour qu'aucun licenciement ne soit prononcé et que de nouveaux dispositifs, uniquement basés sur le volontariat, soient activés.

À la CFDT, nous sommes en colère car, durant le confinement, nous avons demandé aux entreprises de signer des accords de reprise d'activité et elles ont refusé.

Nous nous retrouvons en sous-effectif dans tous les métiers : pilotes, PNC, personnels au sol, filiales et surtout sous-traitance. Nous sommes très inquiets de la pénurie observée dans l'aérien et nous nous demandons comment nous allons faire pour assurer la période d'été alors que, nous le sentons bien, les Français ont très envie de voyager à nouveau et risquent de s'énerver contre le personnel au sol qui est en première ligne.

Le transport aérien est aussi très assujéti à la géopolitique. Nous



© Simone PERLARI

avons dû réorganiser les lignes suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie : tous les vols vers l'Asie sont déroutés, ce qui rallonge le voyage de trois heures, avec l'impact sur les conditions de travail des équipages en termes d'horaires, de découchés (nuits passées en escale, NDLR), etc. Tous ces défis ne pourront être relevés que grâce à un dialogue social constructif. Nous espérons que les entreprises seront plus à même de nous écouter sur la nécessité d'anticiper, de former et d'embaucher à l'avenir, notamment sur les grands défis environnementaux de notre secteur. »

Les conditions de travail de ceux qui sont en poste se dégradent, la surcharge de travail menant à des accidents physiques ou des burn-out...

### CDD et alternance

Côté agents d'escale, le sous-effectif se fait déjà ressentir. « Air France recrute à tour de bras des intérimaires, des CDD et des élèves en alternance, cela devrait compenser un peu le manque de salariés, mais l'été sera compliqué quoi qu'il arrive », note Sidi Mohamed El Foddi, agent d'escale chez Air France. Le moindre grain de sable peut enrayer un travail qui se réalise à flux tendu. Il faudra s'attendre à des prises en charge compliquées des passagers en correspondance, des retards dans la livraison de valises et peut-être même des avions qui resteront au sol, faute d'une maintenance à jour.

### Une occasion pour négocier ?

Cela devrait être l'occasion pour renégocier des accords plus favorables, mais Air France a fait en sorte de sous-traiter des petits marchés avec un très large panel d'entreprises, ce

qui rend le dialogue social presque impossible. Et ces employeurs, tenus de répondre à des appels d'offre extrêmement concurrentiels, ne sont pas prêts à revaloriser salaires et conditions de travail. Ce dont Air France, qui a pourtant une responsabilité sociale en tant que donneur d'ordres, se dédouane. « La CFDT

groupe Air France intègre tous les travailleurs d'Air France, des filiales et de la sous-traitance Air France dans un même syndicat », note Manuel Araujo. Cela permet d'avoir une bonne vision d'ensemble de la situation et de se battre plus efficacement. De quoi redonner de l'espoir à des travailleurs essentiels, un peu oubliés. □



Action de la CFDT Île-de-France en 2020 pour faire connaître la maison des organisations syndicales de la zone aéroportuaire de Roissy. Des permanences y sont organisées par l'interprofessionnel et les équipes présentes sur la zone.

## FRÉDÉRIC SÈVE

### SECRÉTAIRE NATIONAL DE LA CFDT

La résolution d'orientation générale du 50<sup>e</sup> congrès confédéral de Lyon a fixé le cap de la CFDT pour les quatre ans à venir. Genèse et enjeux de ce document avec Frédéric Sève, corapporteur du projet aux côtés de Jocelyne Cabanal.

#### Quel est le fil conducteur de la résolution d'orientation générale ?

Pour construire cette résolution, nous nous sommes d'abord interrogés sur les transitions multiples qui impactent notre société, sur ce qui va se jouer d'essentiel dans les années à venir. Rapidement, une autre question a émergé : comment allons-nous y faire face ? En quoi ces transitions interrogent-elles la CFDT dans son fonctionnement ? Le premier pas vers l'action, c'est d'agir sur nous-mêmes. Transformer la CFDT, c'est lui donner la capacité d'être, elle-même, un opérateur des multiples évolutions de notre société. Nous avons constaté que, si nous étions plutôt bons en matière de travail syndical, nous devons maintenant faire un saut qualitatif en matière de fonctionnement interne. Comment nous inscrire dans un rapport de plus grande proximité avec les salariés ? Comment faire du développement syndical une priorité dont chaque structure s'empare en se fixant des objectifs ambitieux mais réalistes à son échelle ? C'est aussi dans ce but que nous avons proposé de lancer une réflexion sur l'évolution de la cotisation syndicale, qui doit être le reflet de la vision qu'on a du travail commun au sein de la CFDT. C'est pourquoi nous avons fait le choix de commencer cette résolution par l'interne, qui est tout sauf de l'intendance !

#### Le texte insiste sur le rôle des militantes et militants. Pourquoi ?

Nous sommes un syndicat d'adhérents, mais ce n'est pas une raison pour penser que le militantisme va de soi. Nous devons repenser le parcours et l'accompagnement des

militants. Il nous faut aussi renouveler et élargir les voies d'accès au militantisme, dont les motivations et les pratiques évoluent. La porte d'entrée est de plus en plus « thématique » : agir pour l'écologie, contre les discriminations... Or nous ne sommes pas toujours identifiés comme des interlocuteurs pertinents sur ces sujets. Nous proposons donc d'expérimenter en développant des « collectifs thématiques » qui permettraient à des militants de s'engager pour une cause précise.

## « L'interne, tout sauf de l'intendance ! »

#### Quelle est la place de l'interprofessionnel et de l'action sur les territoires dans le texte ?

L'interpro a une place majeure dans l'action de la CFDT, en matière d'accompagnement des syndicats, de formation... Mais il y a deux domaines où ce rôle prend une importance particulière : le dialogue social territorial et l'action syndicale dans les TPE. De nombreux droits sont à conquérir au niveau d'un territoire, donc au niveau interprofessionnel. On n'y pense pas assez ! Il faut s'emparer des solutions collectives partagées qui peuvent être proposées et dont les collectivités locales seules ne s'occuperont pas. La résolution met donc en avant le dialogue social territorial, domaine fondamental



de l'interprofessionnel. Deuxième domaine, les unions territoriales TPE (UTTPE). Notre objectif est que chaque union régionale puisse créer au moins une UTTPE adaptée à la réalité des TPE dans son territoire. Les UTTPE permettront un rapprochement avec ces salariés privés de représentants. Elles obligeront aussi à repenser les rapports entre professionnel et interprofessionnel. L'interprofessionnel a également un rôle fondamental à jouer dans l'organisation des services publics et dans la coordination des acteurs du public. Il faut développer l'accès aux services, et cet accès ne se limite pas à la proximité géographique.

#### Quelle est la feuille de route de la CFDT pour les années à venir ?

La mise en œuvre de la résolution demande bien quatre ans de travail intense pour atteindre les objectifs fixés ! Ce sont des chantiers complexes, mais ce qu'on pourra fabriquer est passionnant. Nous aurons à agir avec des interlocuteurs qu'on ne connaît pas encore, dans un contexte qui a peu de chances d'être facilitant. Nous veillerons, comme d'habitude, à ne pas nous laisser enfermer dans des carcans et des querelles dépassées.

Propos recueillis en amont du congrès confédéral par Judith Boumendil et Alice Heras

## Salons CSE, au plus près des élus

Rendez-vous incontournables pour les élus du personnel, les salons des élus des comités sociaux et économiques (anciennement « salons CE ») ont timidement redémarré en 2022, après deux années de pandémie. Depuis longtemps, la CFDT Île-de-France tient un stand lors de ces événements qui ont lieu chaque année en mars et septembre. Pour l'Union régionale, il s'agit d'accueillir et de rencontrer les élus d'entreprise et leur fournir des informations sur les services et outils à leur disposition. Retour sur ce travail de terrain.

Préparer bien en amont la documentation nécessaire, planifier la participation des militants chargés d'accueillir et renseigner les élus au stand CFDT : l'organisation est désormais bien rodée, mais elle prend du temps. Henri Salmon-Dorange, délégué régional, participe chaque année aux salons. « On recense le matériel utile aux élus : les guides réalisés par l'Union régionale ou la confédération, les affiches, les catalogues de formation. Chaque année, on met en avant une thématique, on organise parfois un quiz pour animer le stand... On propose, sur place, une présentation détaillée de l'espace adhérent du site Internet de la CFDT. C'est aussi l'occasion de faire connaître le rôle de l'interprofessionnel, que certains élus CFDT ne connaissent pas du tout. »

### Échanger et partager

Au cours des deux premiers salons de l'année 2022 qui se sont tenus au Stade de France et à la porte de Versailles, l'Union régionale a rencontré près de 300 élus, pour la plupart franciliens. « On le voit bien, note Yann Frioux, délégué régional et animateur du stand, les élus sont souvent débordés. La charge liée au mandat est de plus en plus lourde, notamment du fait du raccourcissement des délais de consultation, de sujets de négociation de plus en plus complexes et d'un dialogue social loin d'être toujours à la hauteur. Du coup, ici, ils prennent le temps de se poser. » Sur le stand de l'Union régionale, les militants CFDT viennent échanger, se renseigner sur les formations et les services conçus pour eux. Certains ont aussi besoin d'être remotivés.



Salon des CSE de la Porte de Versailles en mars 2022

### Les « sans étiquette » à la recherche d'infos

De nombreux élus sans appartenance syndicale participent à ces salons qui constituent parfois pour eux le seul lieu d'échange sur leur mandat. « On sent qu'ils sont souvent livrés à eux-mêmes, ajoute François Bon, délégué régional membre de l'équipe d'animation. Alors, ils viennent nous voir avec une question simple : "Si on adhère à la CFDT, qu'est-ce que cela peut nous apporter ?". Ils sont conscients de l'inconvénient de ne pas avoir de délégué syndical pour négocier, ni d'organisation pour les accompagner. Ils se sentent parfois menés par le bout du nez par leur direction mais ne savent pas comment s'en sortir. » Il faut donc leur expliquer le fonctionnement de la CFDT, mais aussi et surtout, la protection juridique, les ressources du dispositif d'accompagnement des militants (Accompagnement, ressources, conseil) ainsi que la nécessité d'une véritable formation syndicale.

### Des « réunions bistro »

À l'ensemble des élus venus la rencontrer au salon, l'équipe CFDT propose d'organiser une rencontre, au calme, après le salon, pour dialoguer avec les salariés de leur entreprise. « Comme ça peut être compliqué, particulièrement dans le privé, de se retrouver dans les locaux de l'entreprise, on organise des "réunions bistro". L'occasion pour nous de prendre vraiment le temps d'expliquer qui nous sommes et notre fonctionnement », précise Yann Frioux. Il est fréquent que cet échange aboutisse à l'adhésion de plusieurs salariés. Il s'agit ensuite de les mettre en relation avec leur syndicat d'affiliation, et parfois de les aider à constituer une équipe de futurs élus au CSE.

Pour les élus CFDT, l'accompagnement peut prendre également d'autres formes : aide à la relance d'un fonctionnement de section, appui pour l'analyse d'un plan social, travail autour de situations individuelles... Le prochain rendez-vous aura lieu du 20 au 22 septembre à la porte de Versailles.

Judith Boumendil

***Dans quelles circonstances as-tu adhéré à la CFDT ?***

C'était en 2004. Je venais d'être embauchée dans une maison de retraite parisienne. Nous avions une collègue adhérente qui nous a parlé de l'action de la CFDT. Nous nous sommes toutes syndiquées le même jour. 12 personnes ! Quand j'ai été mutée à Nanterre dans un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) privé non lucratif, c'était mon tour d'être la seule adhérente CFDT. J'ai pu faire adhérer 18 de mes 20 collègues et j'ai accepté de me présenter aux élections en 2007. La CFDT est majoritaire depuis.

***Comment s'est passée ta rencontre avec l'équipe CFDT sur le stand du salon des CSE ?***

Début 2019, nous avons connu des difficultés dans mon établissement, après un changement de direction.

La période du Covid, ensuite, a été compliquée et nous avons eu beaucoup de départs. J'avais beaucoup de mal à joindre mon syndicat, qui avait lui-même des difficultés à l'époque. Nos nouveaux élus n'avaient pas suivi de formation et on avait vraiment besoin d'être accompagnés. Ça devenait difficile de calmer les salariés. Lorsque j'ai rencontré l'équipe de l'Union régionale au salon des CSE à la Défense, j'étais assez énervée !

***Et qu'avez-vous mis en place ensemble ?***

Un membre de l'équipe de l'Union régionale est venu dans notre établissement à trois reprises rencontrer les salariés, pour comprendre les difficultés qu'on rencontrait. Il a accompagné notre section et nous a aidés à construire nos arguments vis-à-vis de la direction qui a aussi compris que nous n'étions



pas seuls. Depuis, la situation s'est améliorée. Nos élus sont allés se former.

Nous avons prévu des opérations pour faire connaître le local CFDT et nous allons prochainement organiser une réunion du personnel de l'Ehpad pour préparer la liste et les revendications de la CFDT aux élections CSE prévues en 2023.

***Beaucoup de salariés de ton secteur se rendent sur le stand régional lors des salons des élus CSE. Quelle est la nature de tes échanges avec l'équipe de l'Union régionale ?***

L'Union régionale nous sollicite pour reprendre contact avec les élus du commerce qui se sont présentés au stand : des élus CFDT qui ont besoin de renseignements, souhaitent être accompagnés par le syndicat ou veulent partir en formation, mais aussi des élus sans étiquette. À l'approche d'élections, ces derniers veulent savoir quel est l'intérêt d'être adhérent et de se présenter au nom d'une organisation syndicale. Nous mettons en avant le soutien apporté par le syndicat en matière juridique, d'accompagnement à la négociation, de formation syndicale... Nous faisons ensuite un retour de ces échanges à l'Union régionale. En général, comme c'est l'élu qui fait le premier pas, il est déjà réceptif au message syndical, ce qui n'est pas toujours le cas dans d'autres salons professionnels.

***Justement, vous participez au Salon international de la coiffure et de l'esthétique depuis 2017 aux côtés de votre fédération. Pourquoi ?***

Pendant trois jours à la porte de Versailles, ce salon réunit chaque année l'ensemble des salariés et acteurs de la filière : commerce de gros et de détail, chambres patronales... C'est l'occasion d'échanger et de partager de la documentation sur l'action de la CFDT dans ce secteur. Les responsables politiques y participent, ce qui nous permet de les interpeller et parfois de faire avancer nos revendications. Nous recevons aussi la visite de beaucoup d'apprentis accompagnés de leurs parents et de leurs professeurs. Nous avons d'ailleurs l'ambition de nouer des partenariats avec des centres de formation d'apprentis pour y présenter la CFDT, les actions que nous menons (salaires, conditions de travail, formation, santé, prévoyance...) et surtout ce que nous pouvons construire ensemble.

***Ces salons professionnels permettent-ils aussi de faire adhérer ?***

Oui, bien sûr. Mais à condition de reprendre contact, dans la foulée du salon, avec les personnes rencontrées, pour aller plus loin, répondre à leurs questions et leur parler de nos actions concrètes pour leur secteur. N'hésitez pas à passer nous voir au salon de la coiffure du 10 au 12 septembre à la porte de Versailles !

Propos recueillis par Judith Boumendil

Les régions ont hérité en 2018 de compétences spécifiques en matière d'information et d'orientation tout au long de la vie. Le Conseil régional d'Île-de-France travaille en cette année 2022 à la construction d'une Agence régionale de l'orientation qui s'adressera au grand public dès 2023. Le point sur les priorités portées par la CFDT Île-de-France.

Une vaste consultation en vue de la mise en place de la future grande Agence de l'orientation a débuté en mars. La phase de préfiguration de cette agence, qui sera au service de tous les publics, tout au long de la vie, est en cours jusqu'à la fin de l'été 2022. En charge de ces travaux, Anne Père-Brillault, vice-présidente responsable de la formation professionnelle et de l'apprentissage – qui a également présidé la commission orientation du comité régional de l'emploi, de l'orientation et de la formation professionnelle (Crefop) – fait intervenir tous les acteurs de l'orientation sur le terrain afin de réaliser un état des lieux et contribuer à élaborer « un projet qui devrait être opérationnel au premier

trimestre 2023 », a-t-elle récemment précisé. Valérie Péresse, présidente de la Région, devrait s'exprimer après une première synthèse des travaux en cours à la rentrée ou à l'automne 2022.

### Besoin d'accompagnement...

La CFDT Île-de-France a participé à l'appel à contributions lancé par le Conseil régional dans le cadre de cette consultation. Pour la CFDT, comme pour ses militantes et militants de terrain (lire l'entretien avec Joëlle Faure, ci-contre), c'est l'occasion de mettre en avant le besoin d'un accompagnement de proximité des jeunes, mais aussi de tous les publics, et ce, dans chacun des territoires franciliens. Comme le précise Hassan Mohamed, secrétaire régional en charge de l'emploi, de la formation initiale et professionnelle, « se donner cet objectif, c'est inciter les acteurs de l'orientation, de l'insertion, de l'emploi et de la formation à s'engager dans une dynamique commune et cohérente par territoire. »

### ... par le biais d'un réseau de proximité

Pour la CFDT Île-de-France, il est essentiel de construire un réseau d'accueil de proximité pour chacun des 25 bassins d'emploi de la région. C'est cet objectif qu'elle a mis en avant dans toutes les instances régionales dans lesquelles elle siège : « Au Crefop par exemple, mais aussi à l'occasion de réflexions menées par le Conseil économique, social et environnemental régional (Ceser), nous avons soutenu le choix qui a été fait par la Région de

donner la possibilité aux acteurs, par un pilotage partagé, d'animer et de déployer une stratégie de l'orientation par bassin d'emploi, précise Hassan Mohamed. La structuration de tous les acteurs est décisive pour construire un bon maillage territorial et un accueil de proximité au service de tous les publics. »

### Retour d'expérience

L'étape suivante pourrait comporter un retour d'expérience pour l'ensemble des territoires à partir desquels il serait intéressant d'étudier les possibilités d'interaction entre des bassins proches et donner ainsi une cohérence à un territoire au-delà du découpage administratif. C'est, par exemple, ce qui se construit peu à peu dans le Val-de-Marne notamment par un dialogue renforcé des acteurs avec les communautés d'agglomération sur les questions d'accompagnement et d'information à l'orientation.

En Seine-Saint-Denis, le choix d'un travail spécifique sur les décrocheurs scolaires a permis de renforcer la collaboration entre l'Éducation nationale et les missions locales. « Le développement d'un plan régional pour l'insertion des jeunes (PRIJ) en Île-de-France, déployé par le préfet, oblige toutes les communes à rassembler les acteurs régulièrement dans des groupes opérationnels de soutien très orientés sur l'insertion, précise Élodie Girardet, directrice d'un centre d'information et d'orientation (CIO), à Noisy-le-Sec. L'expertise des psychologues de l'Éducation nationale sur les questions d'orientation y est très appréciée. »

**FORUM**  
**BOOSTE TON AVENIR**  
Mercredi 22 septembre de 10h à 17h  
CRÉTEIL

ENTRÉE LIBRE & GRATUITE

UN EVENEMENT ORGANISE PAR LES ACTEURS DU SERVICE PUBLIC REGIONAL D'ORIENTATION DE FRANCE

PREPARE TA RENTREEE 2021-22

- Des places en formation
- Des entreprises qui recrutent
- Des contrats en alternance
- Des jobs
- Des services civiques
- Des idées de métiers
- Des solutions pour entreprendre

Des coachs te conseillent sur place  
N'oublie pas ton CV !

Rendez-vous au Centre Dassibat - 7 rue F. Mauriac 94000 Créteil

Logo de Île-de-France, UPEC, ÎledeFrance, ÎledeFrance, ÎledeFrance, ÎledeFrance, ÎledeFrance

Initiative « Booste ton avenir », un exemple de coopération entre les acteurs de l'orientation sur un territoire.

# quel service public en Île-de-France ?

## Dynamique locale

C'est au bénéfice de toutes et tous que CIO, missions locales, Pôle emploi, Cap emploi, réseaux information jeunesse, cités des métiers... doivent pouvoir s'engager dans une dynamique locale commune. « *Les jeunes d'aujourd'hui changent de plus en plus de projet, ce qui n'est pas forcément un échec ; leurs parcours ne sont pas linéaires* », précisent les militantes et militants du groupe de travail mis en place par la CFDT Île-de-France sur ces sujets par Hassan Mohamed et Olivier Clément, secrétaires régionaux. Ils ont besoin d'information et d'accompagnement pour construire, réajuster et réussir un parcours sur un temps long, pour faire face aux transitions professionnelles et aux évolutions de demain. Seule une interaction entre les expertises des acteurs de l'insertion, de l'emploi et de l'orientation peut répondre à ce besoin. Une interaction qui implique des lieux physiques pour travailler ensemble et recevoir le public.

Philippe Antoine

## ORIENTATION TOUT AU LONG DE LA VIE

### LES PRÉCONISATIONS DU CESER

Le Ceser a adopté, en septembre 2019, un avis sur l'information et l'orientation tout au long de la vie. Ses préconisations restent d'actualité. En voici quelques-unes :

- Construire activement un réseau francilien de lieux d'accueil et d'information de proximité ;
- Repositionner le site oriane.info en tant que portail, en garantissant une information gratuite, complète et objective ;
- Encourager l'immersion des jeunes en entreprise ;
- Contribuer à développer l'intérêt et l'attractivité des filières en forte dynamique.

Rapport en ligne : [ceser-iledefrance.fr](https://ceser-iledefrance.fr)  
(rubrique Ressources/2019)

## INTERVIEW



### JOËLLE FAURE

**Responsable du service orientation de l'Université Paris-Est Créteil et militante du Sgen-CFDT.**

### Tu animes la stratégie Orientation pour le bassin d'emploi Grand Paris Sud Est Avenir. De quoi s'agit-il ?

Issue d'un contrat de coopération pour le déploiement du service public régional de l'orientation, cette animation permet aux acteurs du bassin de se connaître, de maintenir le lien et d'organiser des temps forts comme le forum « Booste ton avenir ». Notre objectif : que chaque jeune puisse accéder aux acteurs locaux – mission locale, Pôle emploi, CIDJ... – et se confronter à son projet. Il est important d'identifier les personnes avec qui on va travailler durant l'année. Nous faisons face à un turn-over énorme dans les métiers de l'insertion et de l'accompagnement.

### Quelles sont les attentes des jeunes à l'université ?

Ils ont besoin de reprendre confiance mais aussi d'écoute et de bienveillance. De ce point de vue, l'action syndicale est essentielle : des collègues maltraités ne peuvent pas être bienveillants ! Cette année, nous travaillons aussi sur l'engagement étudiant parce que c'est un élément important d'insertion qui aide à construire du sens.

### Que souhaiter pour la future Agence de l'orientation Île-de-France ?

Le public a besoin d'un lieu en proximité bien identifié qui travaille en réseau. Lorsqu'on assure un premier accueil, il est essentiel de connaître toutes les structures du territoire. Demain, il faudra davantage d'interactions entre les bassins pour donner de la cohérence aux territoires. Je m'interroge surtout sur les moyens qui seront mis en place, sur la structuration au niveau régional et l'articulation entre État et Région. La disparition des brochures post-bac de l'Onisep depuis trois ans, par exemple, est une catastrophe ! Nous avons le sentiment que les décisions politiques ne sont pas articulées, qu'elles sont mises en œuvre au coup par coup. Les acteurs de terrain assurent leurs missions et leur propre veille mais nous avons besoin d'une articulation régionale et d'outils performants. Ce n'est pas le cas à ce jour, notamment pour oriane.info, le portail régional de l'orientation.

## Étienne, zèle, audace et intégrité

Président de la section commerce du conseil des prud'hommes (CPH) de Paris et président d'audience, président du CPH de Paris en 2019, expert en droit du travail et formateur à l'IREFE, Étienne Colas est sérieux et rock and roll à la fois. Père de trois enfants, exerçant son mandat avec passion, il est aussi amateur de bons vins et, à ses heures perdues, danseur de... Lindy Hop.

Né à Thionville, dans le bassin lorrain, Étienne Colas grandit en Île-de-France, à Saint-Quentin-en-Yvelines. Plutôt bon élève, il intègre, après son bac C, une grande école de commerce. Alors qu'il semblait destiné à de longues études, il décide de tout arrêter : « *Je trouvais que ça rendait con.* » Il enquille alors de multiples petits boulots : vendeur sur les férias en Espagne, rédacteur de biographies à la Bibliothèque nationale, déchargeur de camions en banlieue... Il est ensuite embauché, en intérim d'abord, puis en CDI, dans une agence de France Télécom. C'était en 1997. « *C'est un peu le boulot qui m'a trouvé, finalement. J'ai tout de suite apprécié le contact avec les gens. Certains de mes clients sont devenus de bons amis.* »

### Volontariste par nature

Très vite, il intervient en faveur d'une collègue sortie du bureau de son responsable en pleurant. À cette époque, on recrute à tour de bras à France Télécom. « *Il n'y avait pas de représentants du personnel pour les contrats de droit privé, de plus en plus nombreux. On m'a fait comprendre que, pour défendre mes collègues, je devais être syndiqué, alors j'ai foncé.* » Il rejoint la CFDT, dont il apprécie la manière d'aborder les problèmes. « *Lors des grandes grèves dans les centres d'appel, la position de la CFDT était de se battre pour transformer les contrats intérim en CDI, quand d'autres syndicats disaient qu'on volait le travail des fonctionnaires. Et on a obtenu*



*gain de cause !* » Il devient délégué du personnel en 2000 et accompagne les salariés notamment dans les procédures de licenciement. Son syndicat lui propose alors de devenir conseiller prud'homme : « *Comment refuser ?* », sourit-il.

### Pour une justice humaine

Après une campagne électorale intense où il se retrouve à tracter à la sortie du métro avec François Chérèque, Étienne Colas est élu au conseil des prud'hommes de Paris en 2008. Il y prend goût et se découvre une vraie vocation : « *J'aime beaucoup la matière, le rôle ; j'ai l'impression d'apporter de la plus-value. Pour concilier le fait d'être juge impartial et militant CFDT, il faut exercer son mandat avec sérieux, rendre une justice humaine et prendre le temps d'être compréhensible. Toute l'histoire des luttes sociales est inscrite dans le droit du travail.* » Fondées de manière claire

et précise, les décisions n'en ont pas moins une dimension symbolique, qu'il ne faut pas oublier : « *La réparation n'est pas que financière. Dans les cas de harcèlement et de discrimination notamment, il est important de faire savoir. Les salariés ont besoin d'une reconnaissance de la faute.* »

### Transmettre son savoir

Pour Étienne, on apprend partout, on apprend toujours. Les connaissances acquises au tribunal, par exemple, il s'en sert aussi en entreprise, et vice versa : « *Nous nous battons au CSE d'Orange pour mettre en place des actions de prévention contre le harcèlement.* ». Mais cela ne suffit pas, il faut se former constamment, ce qu'il fait à l'IREFE, au CNAM. Il obtient même un Master 2 de juriste de droit social à La Sorbonne, à l'issue de son parcours. Désormais, il anime aussi des formations et coordonne le groupe de conseillers CFDT - 113 sur les 416 conseillers salariés - tout en observant attentivement l'évolution de cette institution. « *Il y a de vraies marges d'amélioration dans la justice paritaire. Avec les ordonnances Macron, les saisines sont de plus en plus complexes et ce sont les plus démunis qui en pâtissent.* » Mais Étienne adore ce qu'il fait et il en est fier. Aujourd'hui, il met toute son énergie dans le recrutement des conseillers du prochain mandat qui débutera en 2023. Une affaire de transmission.

Judith Boumendil et Alice Heras



*Être assureur d'intérêt général c'est répondre aux besoins et contraintes de chacun de nos clients, en construisant, ensemble, une protection qui leur ressemble.*

KLESIA s'engage pour la société en apportant des solutions de prévention d'assurance de personnes et de services simples, innovantes, solidaires et durables adaptées à vos besoins et à ceux de vos proches, tout au long de la vie. Au-delà de notre métier initial, nous agissons pour les plus fragiles, œuvrons pour le mieux vieillir et contribuons à rendre la santé accessible à tous.

**KLESIA s'engage à vous assurer un avenir serein et contribue à la qualité de vie pour tous.**

**KLÉSIA**  
Assureur d'intérêt général

# En 2022, la Macif a été élue **Marque préférée des Français\***



## Et vous, pourquoi préférez-vous la Macif ?

Pour Mehdi, c'est pour  
ses **prix compétitifs**.

Pour Albert, c'est pour son modèle  
d'assureur mutualiste **sans actionnaire**.

Pour Huguette, c'est pour **la relation  
avec son conseiller**.

Pour Laure, c'est pour **son service client  
basé en France\*\***.



La Macif,  
c'est **vous**.

\* Étude réalisée du 12 au 13 janvier 2022 par La Marque Préférée des Français auprès de 1 022 français, représentatifs de la population française - terrain réalisé par OpinionWay - dans la catégorie « Compagnies d'assurance ».

\*\* Certification AFRC Relation Client France. Certificat 95088 délivré à la Macif par Afnor Certification.  
Pour en savoir plus : [relationclientfrance.fr](http://relationclientfrance.fr).

**MACIF** - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances.  
Siège social : 1 rue Jacques Vandier 79000 Niort.